

NANCY (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 24 novembre 1896, rejetant la demande du s<sup>r</sup> Hippert en concession de mines de sel et sources salées, dans les communes de —, Tomblaine et autres (Meurthe-et-Moselle); V, 580.

NARBONNE-LARA (Albéric de) (S<sup>r</sup>). Voir BRACHY (concession de); Dynamite (Dépôts).

NARBONNE-LARA (Henri de) (S<sup>r</sup>). Voir MONTELS (concession de).

NAVIGATION FLUVIALE OU MARITIME. Voir BATEAUX et BATEAUX A VAPEUR.

NESCUS (Ariège). Voir ALZEN (commune d'). = (Société « The mining and smelting company of — limited »). Voir MONTELS (commune et concession de); MONTCOUSTAN (concession de).

NEYRET (consorts). Voir JURISPRUDENCE (Redevances tréfoncières).

NEYRON-DE-SAINT-JULIEN (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Redevances tréfoncières).

NICOLAS (consorts). Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

NIVELLEMENT. Loi de finances, du 13 avril 1900. Extraits (articles 19 à 22) concernant les travaux de triangulation, d'arpentage ou de — exécutés pour le compte de l'Etat, des départements ou des communes; IX, 142.

NOEL N<sup>os</sup> 3 ET 5 (Sources — à Saint-Galmier). Voir EAUX MINÉRALES.

NOEUX (Pas-de-Calais). Voir CHEMINS DE FER MINIERS; DYNAMITE (Dépôts).

NONARDS (Corrèze). Décret, du 24 novembre 1893, prorogeant la durée de l'autorisation accordée, par décret du 15 juillet 1891, à la dame V<sup>ve</sup> Mayjuron, d'exécuter des recherches de mines de plomb argentifère à —; II, 541. = Décret, du 22 août 1896, instituant, en faveur de la Société civile d'études et recherches des mines de plomb argentifère de Nonards, la concession de mines de plomb argentifère et autres métaux connexes de —; V, 432.

NONTRON (Dordogne). Décret, du 24 août 1899, instituant, en faveur de la Société anonyme d'études des gisements miniers de la Dordogne, la concession de mines de plomb, argent, zinc et autres métaux connexes de —; VIII, 492.

NORD ET (DE) L'EST (Société des forges et aciéries du). Voir CHAVIGNY, PIENNE (concessions de); JURISPRUDENCE (Redevance proportionnelle).

NOTRE-DAME-DE-LA-GORGE (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES, ADJUDICATIONS.

NOTRE-DAME D'UBAYÉ (Basses-Alpes). Décret, du 31 mars 1892, instituant, en faveur des s<sup>rs</sup> Gossiaux et Fouque, la concession de mines de schistes bitumineux de —; I, 64.

NOUVELLE-CALÉDONIE. Décret, du 15 octobre 1892, abrogeant le décret du 30 juin 1885 et modifiant celui du 22 juillet 1883 relatifs au régime des mines de la —; I, 315. = Décret, du 24 juin 1893, complétant le décret précité du 15 octobre 1892; II, 381. = Décret, du 17 octobre 1896, portant réorganisation du régime des mines de la —;

V, 519. = Décret, du 17 octobre 1896, fixant les droits d'exportation des minerais en —; V, 539.

NOUVELLE-MONTAGNE (So-

ciété de la). Voir MORSOTT (commune de).

NUMIDIENNE (La) (Société civile). Voir AFOURAL, BOU-CHEFF (concessions de).

## O

OBJETS MOBILIERS HORS DE SERVICE (Vente des). Voir DOMAINES (Administration des).

OLLIÈRES (Meuse). Voir XIVRY-CIRCOURT (commune de).

OFFICE DU TRAVAIL. Décret, du 4 février 1892, modifiant le décret du 19 août 1891 relatif aux attributions et au fonctionnement de l' —; I, 29. = Décret, du 6 juin 1897, modifiant l'organisation de l' —; VI, 333.

ORAN (Grand lac salé d'). Voir LACS SALÉS.

ORIGNAC (Hautes-Pyrénées). Voir DÉCHÉANCES.

OUASTA (L') (Algérie). Décret, du 21 août 1901, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> Pascal, la concession

de mines de zinc, plomb et autres métaux connexes de — (département de Constantine) et autorisant la réunion de cette concession avec celle de mines de plomb, cuivre et autres métaux connexes de Mestoula, et celle de mines de fer, cuivre et autres métaux connexes d'Ouenza (même département); X, 305.

OUENZA (Algérie). Décret, du 20 mai 1901, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> Pascal, la concession de mines de fer, cuivre et autres métaux connexes d' — (département de Constantine) et autorisant le concessionnaire à disposer des minerais provenant de tous travaux antérieurs au décret de concession; X, 154.

OZIOL (S<sup>r</sup>). Voir MOTTE-SERVOLEX (commune de LA).

## P

PALEYRETS (Aveyron) (Mines des). Voir JURISPRUDENCE (Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs).

PALHERS (Lozère). Décret, du 3 décembre 1892, autorisant le s<sup>r</sup> Brajon à exécuter, nonobstant le refus des propriétaires du sol, des recherches de mines de manganèse dans deux parcelles de terrains de la commune de —; I, 351.

PALIS (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE (Dépôts).

PALOUMA (Hautes-Pyrénées). Voir DÉCHÉANCES.

PAPE ET DELAMARE (S<sup>rs</sup>). Voir NADOR-CHAÏR (concession de).

PAR (Source minérale du). Voir EAUX MINÉRALES.

PARIS (S<sup>r</sup>). Voir ESTÉRENCUBY (commune d').

PAROT (Source). Voir EAUX MINÉRALES.

PASCAL (S<sup>r</sup>). Voir OUENZA, OUASTA (L') (concessions de).

PASSIER (Dame V<sup>ve</sup>). Voir ROCHE-MILLAY (commune de LA).

PASTRIE (S<sup>r</sup>). Voir DYNAMITE (Dépôts); MOLOY, PRABIS (concessions du).

PAULILLES (Pyrénées-Orientales). Voir DYNAMITE (Fabriques).

PAYEN (V<sup>ve</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Ouvriers mineurs).

PÉLISSIER (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Recherches de mines).

PELLETIER (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

PENSIONS CIVILES. Loi de finances du 29 mars 1897. Extrait (articles 28, 29 et 33) concernant des modifications apportées aux lois des 9 juin 1853 et 30 novembre 1875 sur les —; VI, 90. — Décret, du 27 mai 1897, modifiant le décret du 9 novembre 1853, relatif à l'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat (maintien en service jusqu'à la remise du titre de pension); VI, 305. — Décret, du 28 juillet 1897, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 28 précité de la loi du 29 mars 1897 (versement par quart du premier douzième du traitement); VI, 336. — Circulaire, du 16 août 1897, portant envoi d'instructions pour l'application du décret du 27 mai 1897; VI, 389. — Cir-

culaire, du 21 mars 1897, relative aux retenues à exercer sur les traitements des agents en congé, en non-activité ou en disponibilité, admis par la loi du 9 juin 1853 à conserver leurs droits à la retraite; VI, 390. — Circulaire, du 27 août 1897, relative à l'application du décret précité du 28 juillet 1897; VI, 396. — Loi de finances, du 13 avril 1898. Extrait (article 44) relatif à une modification des dispositions de la loi du 9 juin 1853 en ce qui concerne les pensions allouées aux veuves et orphelins des fonctionnaires (réduction de 30 à 25 ans des années de service conférant à la veuve ou aux orphelins le droit à pension); VII, 327.

PERCHET ET BROCHET (S<sup>rs</sup>). Voir CHAMBÉRY-LE-VIEUX (commune de).

PERRIÈRES (Calvados). Décret, du 9 août 1901, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> Masse, la concession de mines de fer de —; X, 295.

PERRIGNY (Jura). Décret, du 4 juillet 1892, instituant, en faveur de la Société civile de recherches de sels, la concession de mines de sel gemme de —; I, 267.

PERSONNEL. Circulaire, du 25 novembre 1890, rappelant les prescriptions de la circulaire du 30 octobre 1886 relative aux conditions dans lesquelles les fonctionnaires et agents du ministère des travaux publics peuvent accepter la mission d'experts près des tribunaux; IV, 404. — Décret, du 1<sup>er</sup> février 1894, fixant les conditions dans lesquelles les fonctionnaires et agents des services des ponts et chaussées et des mines seront considérés comme étant en service détaché;

III, 49. — Circulaire, du 30 avril 1897, relative aux autorisations d'absence des ingénieurs; VI, 283. — Circulaire, du 14 mai 1897, rappelant l'interdiction pour les fonctionnaires et agents de l'Etat de se livrer à des opérations commerciales; VI, 311. — Décret, du 19 juillet 1897, déterminant les conditions du congé illimité pour les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines; VI, 345. — Circulaire, du 9 août 1897, portant envoi du décret du 19 juillet 1897 précité; VI, 388. — Allocations accessoires. Voir TOURNÉES.

PÉRUS ET RICE (S<sup>rs</sup>). Voir ARRENS (concession d').

PETITE-RICAMARIE (Société civile de LA). Voir JURISPRUDENCE (Concessions de mines).

PETITS-CHÂTEAUX (Les) (Saône-et-Loire) Voir DÉCHÉANCES.

PEYCHAGNARD (Le) (Isère). Voir SERRE-LEYCON (concession de).

PEYPIN ET SAINT-SAVOURIN-SUD (Bouches-du-Rhône). Décret, du 24 avril 1893, portant extension du périmètre de la concession de mines de houille de —; II, 208.

PEYREBRUNE (Société des mines de). Voir DYNAMITE (Dépôts).

PHOSPHATES DE CHAUX (Exploitation des — en Algérie). Voir ALGÉRIE; JURISPRUDENCE (Carrières).

PICARD, MAUDET et consorts (S<sup>rs</sup>). Voir SEMNON (concession du).

PIENNE (Meurthe-et-Moselle).

Décret, du 20 mars 1900, instituant, en faveur de la Société des forges et aciéries du Nord et de l'Est, la concession de mines de fer de — et autorisant la réunion de cette concession avec celles de même nature de Chavignyn-Vandœuvre et de Lavaux (Meurthe-et-Moselle); IX, 125.

PIERRE-BECQUA (Savoie). Décret, du 30 décembre 1899, autorisant la Compagnie générale d'Electro-chimie à réunir les concessions de mines d'anthracite de — et du Doron (Savoie); VIII, 657.

PIERREFITTE (Hautes-Pyrénées) (Mines de). Voir DYNAMITE (Dépôts).

PIN, DAVID et consorts (S<sup>rs</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Recherches de mines).

PINOLS (Haute-Loire). Décret, du 2 février 1899, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> Charrier, la concession de mines de plomb, zinc, argent, or et métaux connexes de —, et autorisant la réunion de cette concession avec celle de même nature d'Aurouze (Haute-Loire); VIII, 47.

PISSOT (V<sup>ve</sup>) (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (Recherches de mines).

PLAMORES (Les) (Allier). Décret, du 23 février 1897, autorisant la Compagnie des mines de houille et de schistes bitumineux de La Condemine, à réunir les concessions de mines de schiste bitumineux des — et de la Sarcelière (Allier), du Cerveau et de La Comaille (Saône-et-Loire); VI, 45. — Voir DRACY-SAINT-LOUP (concession de).

PLAN D'ARC (Le) (Savoie). Voir SORDIÈRE (*concession de*).

PLESSIS (Le) (Manche). Voir DÉCHÉANCES.

PLOMB. Loi, du 3 mars 1898, portant établissement d'un droit d'entrée sur le —, ses minerais enrichis et ses dérivés divers; VII, 91. — Décret, du 4 septembre 1898, fixant les conditions d'application du régime de l'admission temporaire en franchises des —; VII, 447.

PLOTTON (Election du s<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Caisses de secours*).

POCHONNIÈRE (La) (Allier). Voir DÉCHÉANCES.

POLICE DES CHEMINS DE FER (Règlement sur la). Voir CHEMINS DE FER (*Divers*).

POLICE DES MINES. Circulaire, du 25 juillet 1895, relative à la réglementation de la — (règlement-type annexé); IV, 342.

POLICE DES MINES ET CARRIÈRES. Circulaire, du 1<sup>er</sup> septembre 1898, relative à l'envoi à l'Administration centrale d'un exemplaire des arrêtés préfectoraux intervenus en matière de —; VII, 451.

POLIGNY. Décret, du 15 février 1894, instituant en faveur de la *Société civile de recherches de sels* la concession de mines de sel gemme de —; III, 52.

POMMIERS (Isère). Décret, du 5 juillet 1901, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Rosset, Bérard et Gondrand en concession de mines de lignite dans les communes de — et de *Saint-Julien-de-Ratz* (Isère); X, 196. — Concession de —. Voir DÉCHÉANCES.

POMPEY (Meurthe-et-Moselle). Voir ANDERNY, AVANT-GARDE (L'), LEYR, MOURIÈRE (LA) (*concessions de*).

PONCELET ET LAGET (S<sup>rs</sup>). Voir JURISPRUDENCE (*Appareils à vapeur*).

PONCIN (S<sup>rs</sup>). Voir ARMENTIERS (*Concession des*).

PONT-A-MOUSSON (Société anonyme des hauts-fourneaux et fonderies de). Voir BELLEVILLE, CHALIGNY, MAIRY (*concessions de*).

PONT-DE-CÉRASSON N° 1 (Le) (Haute-Savoie). Voir DÉCHÉANCES.

PONT-DE-CÉRASSON N° 2 (Le) (Haute-Savoie). Décision ministérielle, du 4 juin 1896, portant délimitation de la concession de mines d'asphalte du —; V, 381. — Décision ministérielle, du 13 janvier 1899, portant nouvelle délimitation de la concession de mines d'asphalte du —; VIII, 19.

PONT-FLEURI (Meurthe-et-Moselle). Voir CHEMINS DE FER MINIERS.

PONTAUMUR (Puy-de-Dôme). Décret, du 29 juin 1901, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Guérin et Duparchy en concession de mines de houille et tous produits connexes dans les communes de — et autres (Puy-de-Dôme); X, 172.

PONTGIBAUD (Puy-de-Dôme) (mines et fonderies de). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

PONTPÉAN (Société des mines argentifères de). Voir POUILLOUEN (*commune de*).

PONTS ET CHAUSSÉES (service des). Voir DYNAMITE (*Dépôts*).

PORCHÈRE (La) (Loire). Décret, du 21 août 1893, autorisant la *Société anonyme des houillères de Rive-de-Gier* à réunir la concession de mines de houille de — aux concessions de même nature de *La Cappe*, de *Corbeyre*, de *Grand-Croix* et de *Frigerin* (Loire); II, 468.

PORTAL (S<sup>r</sup>). Voir CISTRIÈRES (*concession de*).

PORTES ET SÉNÉCHAS (Société de l'éclairage au gaz et des hauts-fourneaux et fonderies de Marseille et des mines de). Voir SOCIÉTÉS ANONYMES.

PORTET-DE-LUCHON (Haute-Garonne). Voir DÉCHÉANCES; ADJUDICATIONS.

POUBEAU (Haute-Garonne). Décret, du 6 août 1894, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Sapène et Barès en concession de mines d'antimoine et métaux connexes dans les communes de — et autres (Haute-Garonne); III, 423. — Décret, du 5 décembre 1897, instituant en faveur du s<sup>r</sup> Truchon, la concession de mines d'antimoine et métaux connexes de —; VI, 503.

POUDRES DE MINE. Voir EXPLOSIFS.

POUGUES (Nièvre). Voir EAUX MINÉRALES; JURISPRUDENCE (*Eaux minérales*).

POULLAOUEN (Finistère). Décret, du 27 mai 1896, autorisant la *Société anonyme des mines argentifères de Pontpéan*, à exécuter, malgré le refus du propriétaire du sol, des recherches

de minerai de plomb argentifère dans plusieurs parcelles de terrain de la commune de —; V, 353.

POURCHARESSE-ET-SERAILLON (Société anonyme des mines de). Voir SAINT-ANDRÉ-LACHAMP (*commune de*).

POUZANQUE (La) (Aude). Voir SAINT-ANDRIEU (*concession de*).

PRABIS (Le) (Nièvre). Décret, du 30 juin 1896, instituant, en faveur du s<sup>r</sup> *Pastrie*, la concession de mines de pyrite de fer et autres minerais connexes du —; V, 382.

PRADES (de) (consorts). Voir JURISPRUDENCE (*Recherches de mines*).

PRANNES (Les) (Var). Décret, du 9 août 1897, instituant en faveur de la *Société Etienne et Libercier*, la concession des mines de fer des —; VI, 374.

PRAX (Affaire). Voir JURISPRUDENCE (*Réunion de concessions de mines*).

PRÉS (Les) (Drôme). Décret, du 24 avril 1893, instituant, en faveur de la *Société anonyme métallique austro-belge*, la concession de mines de zinc, plomb et autres métaux connexes des —; II, 207.

PREUTIN (Meurthe-et-Moselle). Décret, du 20 mars 1900, rejetant la demande de la *Société anonyme des hauts-fourneaux de la Chiers*, en concession de mines de fer les communes de — et autres dans (Meurthe-et-Moselle); IX, 131.

PROCÈS-VERBAUX DE VISITE DE MINES. Voir SURVEILLANCE DES EXPLOITATIONS MINÉRALES.

PROPRIÈRES (Rhône). Voir DÉCHÉANCES.

PROVIDENCE (Société anonyme des laminoirs, hauts-fourneaux, forges, fonderies et usines de la). Voir AMERMONT, FILLIÈRES (concessions de).

## Q

QUERQUEVILLE (Manche). Voir DYNAMITE (Dépôts).

## R

RAISMES (Nord). Voir DYNAMITE (Dépôts).

RAMILLARD (Société anonyme dénommée: LES MINES DE —). Voir SAINT-CLÉMENT (commune de).

RANCIÉ (Mines de fer communales de —, Ariège). = Loi, du 15 février 1893, fixant le régime de l'exploitation des mines de —; II, 55. = Décret, du 24 avril 1893, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée; II, 211. = (Remise de la redevance proportionnelle pour les mines de —). Voir REDEVANCE PROPORTIONNELLE (Remises). = Voir DYNAMITE (Dépôts).

RATY ET C<sup>ie</sup> (S<sup>rs</sup>). Voir SANCY (concession de).

RAUFASTE (S<sup>r</sup>). Voir RIVERENERT (commune de).

REBAÏA (Algérie). Décret, du 21 août 1901, rejetant la demande des s<sup>rs</sup> Bothier et de Lage en concession des sources salées dites de —, commune de *Berrouaghia* (département d'Alger); X, 309.

PUITS (Source minérale du). Voir EAUX MINÉRALES.

PUITS-SAINT-GEORGES (Source minérale de). Voir EAUX MINÉRALES.

PUITS D'EAU SALÉE (Régime légal des sources et — en Algérie). Voir ALGÉRIE.

RECHERCHES DE SELS (Société civile de). Voir PERRIGNY (concession de).

RECHERCHES DES SOURCES D'EAU SALÉE (Société d'études pour la). Voir SAUVETERRE (concession de).

RÉCHICOURT (Meuse). Voir XIVRY-CIRCOURT (commune de).

RÉCIPIENTS DE GAZ SOUS PRESSION. Voir GAZ COMPRIMÉS OU LIQUÉFIÉS.

RÉCIPIENTS DE VAPEUR. Circulaire, du 1<sup>er</sup> septembre 1896, portant envoi de recommandations au sujet de la constitution défectueuse de certains types de tambours sècheurs, contenant de la vapeur sous pression, employés dans les papeteries; V, 488. = Circulaire, du 27 avril 1898, relative à l'application du titre V du décret du 30 avril 1880, à tous les — susceptibles de développer une pression effective appréciable; VII, 347. = Circulaire, du 11 juin 1898, relative aux conditions d'épreuve des cylindres lessiveurs à revêtements céramiques internes employés dans les papeteries; VII, 380.

REDEVANCES SUR LES MINES. Circulaire, du 12 février 1894, relative à l'admission parmi les dépenses à déduire du produit brut, des sommes payées pour la rétribution des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs; III, 59. = Circulaire, du 1<sup>er</sup> juin 1895, relative: 1<sup>o</sup> au mode de calcul de la redevance fixe pour les concessions nouvellement instituées; 2<sup>o</sup> à l'admission, pour la redevance proportionnelle, parmi les dépenses à déduire du produit brut, des frais des procès se rattachant directement à l'explo-

tation et à l'entretien de la mine; IV, 317. = Circulaire, du 10 février 1897, relative aux recettes accessoires entrant dans le calcul de la redevance proportionnelle ainsi qu'au mode d'évaluation des stocks; VI, 74. = Circulaire, du 5 mai 1899, portant envoi de formules imprimées d'un nouveau modèle pour l'établissement du travail annuel des — avec les instructions nécessaires pour leur rédaction; VIII, 380. = Décret, du 8 septembre 1899, modifiant le décret du 6 mai 1811 (suppression des comités de proposition); VIII, 543. = Circulaire, du 25 septembre 1899, portant envoi d'instructions pour l'application du décret du 8 septembre 1899 précité; VIII, 559. = Circulaire, du 27 janvier 1900, insistant pour que le travail annuel des — soit toujours établi et expédié aux époques réglementaires; IX, 27.

REDEVANCE PROPORTIONNELLE (REMISE). Décret, du 13 décembre 1894, portant remise à l'administration des mines de fer de *Rancié* (Ariège) de la — afférente aux exercices 1894 à 1898; III, 559. = Décret, du 30 août 1899, portant remise, à l'administration des mines de fer de *Rancié* (Ariège), de la — afférente aux exercices 1899 à 1903 inclus; VIII, 502.

REDON (Election du s<sup>r</sup>). Voir JURISPRUDENCE (Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs).

REMCHI (Algérie). Voir DYNAMITE (Dépôts).

REMY (Source — à Saint-Galmier). Voir EAUX MINÉRALES.

RENNES-LES-BAINS (Aude). Voir EAUX MINÉRALES.